REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 01 au 07 février 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2

- Rencontre entre le leader du RM et l'Ambassadrice de France
- Océan Indien : assises régionales de la formation professionnelle et de la mobilité

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....4

- Les risques inflationnistes font planer un épais nuage sur la reprise
- « Les concepts de bureau traditionnels doivent aujourd'hui être revus
- Perspective économique : Assez sombre pour Madagascar

2.2 Education.....8

- Éducation : Reprise des classes en présentiel ce lundi
- Allègement du protocole sanitaire dans les collèges pour les cas contact

2.3 Covid-19..... 10

- Statistiques Covid-19 : 2 115 nouveaux cas et 33 décès du 29 janvier au 4 février 2022
- COVID-19 : Rodrigues : confirmation du variant Omicron
- Derniers chiffres Covid-19 à La Réunion au 06 février : 5 nouveaux décès en 24h

2.4 Coopération.....13

- Les nations étrangères exploitent nos ressources plus dans leur intérêt que le nôtre, déclare le ministre mauricien pour la Pêche
- Coopération bilatérale : Soutien du Royaume-Uni au développement digital
- Visite de Macky Sall aux Comores | Plusieurs accords vont être signés

2.5 Pêche.....16

- 4 tonnes de poulpes sont pêchées jeudi dernier à Ndrodroni et Ouallah 2

Rencontre entre le leader du RM et l'Ambassadrice de France



Pendant la journée du 20 janvier 2022, le leader du Rassemblement Mauricien, Nando Bodha, s'est entretenu avec l'Ambassadrice de France à Maurice, Florence Caussé-Tissier.

Une rencontre qui a été fructueuse et les discussions qui ont été autour des relations entre Maurice et la France, à la fois historiques, mais aussi ancrées dans le présent et tournées vers l'avenir.

Une rencontre qui a été fructueuse et les discussions qui ont été autour des relations entre Maurice et la France, à la fois historiques, mais aussi ancrées dans le présent et tournées vers l'avenir.

Les actions de coopération s'illustrent aujourd'hui dans des domaines variés, y compris la formation ou encore l'innovation.

La France reste une source incontournable d'investissement et un principal marché pour les exportations mauriciennes, ainsi que le premier pays pour les touristes venant à Maurice.

"Former les mains et les esprits de demain pour les jeunes" reste une grande priorité.

La recherche, les nouveaux secteurs de la technologie et de l'innovation, notamment l'e-sport, qui devient un secteur extrêmement intéressant à plusieurs niveaux avec la recherche et les nouvelles initiatives qui montrent un potentiel grandissant.

Par ailleurs, les enjeux de coopération régionale ont été abordés, alors que la France exerce, pour quelques semaines encore, la Présidence de la Commission de l'Océan Indien et porte à ce titre, des initiatives placées sous le signe de la solidarité, de la résilience et de la revitalisation dans un monde post-Covid. Il a été question de discussions autour de la coopération en matière d'économie bleue, de santé ou encore d'environnement.

Enfin, il a été mentionné que ce début d'année 2022 marque le lancement de la présidence francaise de l'Union Européenne (UE) pour les six prochains mois.

Mme Florence Caussé-Tissier a évoqué, lors de la rencontre, l'initiative du Président Macron pour que la nouvelle zone Indo-Pacifique soit un thème important pour l'UE avec la tenue d'une conférence sur les possibilités de coopération entre l'UE et les pays de la région.

Par ailleurs, concernant le dossier Tromelin, le suivi du dialogue a été encouragé par Nando Bosha, qui était accompagné de Stephane Beeharry et Zila Khodabux, et Florence Caussé-Tissier.

Océan Indien : assises régionales de la formation professionnelle et de la mobilité

10 février 2022 - 11 février 2022
Ces Assises permettront d'établir une cartographie régionale des offres de formation professionnelle dans des secteurs d'intérêt régional en vue d'un projet régional.

Pour en savoir plus cliquez le lien ci-dessous :

https://www.commissionoceanindien.org/assises-formation-professionnelle-mobilite/

[ACTUALITÉ]

MCB FOCUS S'ALIGNE SUR LES PRÉVISIONS DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET PRÉVOIT UNE CROISSANCE DE 6,7 % EN 2022. SOIT UNE BAISSE DE 20 POINTS DE BASE PAR RAPPORT AUX CHIFFRES DE NOVEMBRE. EN CAUSE : LA SITUATION SUR NOS PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION ET L'IMPACT D'UNE INFLATION ÉLEVÉE SUR LA CONSOMMATION ET LES ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION.

EVE FIDÈLE



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

LES RISQUES INFLATIONNISTES FONT PLANER UN ÉPAIS NUAGE SUR LA REPRISE

DANS sa dernière mise à jour de ses Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) met en garde contre les pressions inflationnistes qui sont une évolution majeure qui mérite l'attention dans le monde entier. Car les pressions élevées sur les prix devraient persister plus longtemps que prévu.

Une dynamique similaire est également observée sur le plan domestique. L'inflation globale a atteint 4 % en décembre 2021, son niveau le plus élevé en dix ans. Cela, en raison de l'augmentation des prix de divers articles, notamment les légumes et d'autres denrées alimentaires, de la répercussion partielle de la hausse des prix de l'essence et de l'affaiblissement relatif de la roupie par rapport au dollar.

Afin de se prémunir contre les effets économiques négatifs, les pressions inflationnistes croissantes méritent d'être suivies de près du point de vue de la politique économique, surtout si l'on considère l'écart de production négatif du pays et les bases fragiles et incertaines de la reprise. En effet, comme le souligne le récent rapport du FMI, les responsables politiques doivent donc faire preuve d'une grande patience dans leur soutien à la reprise et être prêts à agir rapidement. Plus important encore, ils doivent établir des cadres monétaires solides, y compris des déclencheurs pour savoir quand ils réduiront leur soutien à l'économie afin de contenir l'inflation indésirable.

Ainsi, la dégradation des résultats de la croissance du pays est principalement due à une détérioration plus importante des exportations nettes de biens et services. Selon les estimations, cet indicateur a atteint un niveau record de quelque 26 % du PIB en 2021. Sans compter l'impact d'une facture d'importation plus élevée, avec les importations de biens ayant atteint environ 40 % du PIB l'année dernière.

De son côté, dans son dernier rapport, MCB Focus souligne que la structure de nos échanges commerciaux mérite que l'on s'y attarde, car elle témoigne de la

LA CROISSANCE MONDIALE CALCULÉE À 4,4 %

La croissance mondiale devrait passer de 5,9 % en 2021 à 4,4 % en 2022, soit un demi-point de pourcentage de moins pour 2022 que ce qui avait été prévu dans l'édition d'octobre des Perspectives de l'économie mondiale (PEM), ce qui tient en grande partie à la révision à la baisse des prévisions concernant les deux plus grandes économies. La croissance mondiale devrait ralentir et s'établir à 3,8 % en 2023. Si ce chiffre est supérieur de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions antérieures, cela s'explique en grande partie par la reprise qui s'installera mécaniquement une fois levés au cours du second semestre de 2022 les freins qui entravent actuellement la croissance. Les prévisions sont subordonnées à l'amélioration de la situation sanitaire dans la plupart des pays d'ici à la fin de 2022.



PROBLÉMATIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTIVITÉ

Selon les statistiques officielles, le taux de chômage national s'est amélioré pour atteindre 9,5 % au cours du troisième trimestre de 2021, contre 10,4 % au cours du trimestre correspondant de 2020 et 10,5 % au cours du deuxième trimestre de 2021. Néanmoins et comme souligné dans les précédentes éditions de MCB Focus, les tendances sous-jacentes du taux de chômage continuent de refléter la section non négligeable de la population qui est en dehors de la population active. Ce dernier groupe ayant augmenté de 47 500 par rapport à la même période de 2020 pour atteindre 484 200 au cours du troisième trimestre de 2021.

Cela dit, une évaluation plus globale du marché du travail est jugée importante si l'on considère le niveau de sous-utilisation de la main-d'œuvre – qui comprend les personnes faisant partie de la population active potentielle, les chômeurs et les personnes en situation de sous-emploi lié au temps et aux compétences – dans l'économie, qui était déjà élevé avant la crise mais qui s'est aggravé à la suite de celle-ci. Cela pourrait avoir des conséquences négatives sur la production potentielle et les perspectives de croissance à long terme du pays, tout en exerçant des pressions sur les tendances de la productivité du pays. Sur ce dernier point, il convient de noter que la croissance annuelle de la productivité a ralenti ces dernières années, tandis que le coût unitaire de la main-d'œuvre – en roupies – a maintenu une tendance à la hausse, bien que celle-ci se soit modérée lorsqu'elle a été mesurée en dollars, en raison de l'affaiblissement de la roupie.

nature limitative de notre modèle économique ainsi que des fondements de notre productivité et de notre compétitivité. En effet, il s'agit d'une source d'inquiétude, car la baisse des exportations de biens et de services est le signe d'un déclin de la contribution des principaux secteurs productifs à la croissance économique. En outre, si les dépenses de consommation ont apporté un soutien supplémentaire à la croissance nationale, leur impact net sur la production réelle est généralement limité par leur contenu élevé en importations, que ce soit en niveau ou en termes marginaux. Par ailleurs, MCB Focus a légèrement revu à la hausse notre estimation de l'investissement privé, ce qui a contribué à une légère augmentation du ratio de formation brute de capital fixe à 19,3 % du PIB, contre une prévision précédente de 19,1 %.

S'agissant des niveaux d'activité de cette année, globalement, ils devraient être soutenus par une reprise dans tous les secteurs. En particulier, MCB Focus s'attend à un rebond notable de l'hôtellerie en 2022, avec des effets d'entraînement positifs sur les secteurs connexes. Cela, compte tenu de sa base statistique sensiblement faible, de l'efficacité accrue des opérateurs et de l'amélioration progressive attendue des conditions sanitaires et de santé dans le monde. Néanmoins, la contribution directe du tourisme à la croissance du PIB serait limitée par son poids nettement plus faible dans l'économie, celui-ci ayant presque quadruplé en 2021 par rapport à son niveau pré-pandémique.

RECUL DE LA DETTE PUBLIQUE

Concernant les finances publiques, le rapport a maintenu sa prévision de déficit budgétaire à 6 % du PIB pour l'exercice 2021-2022, ce qui est supérieur au pronostic du budget national de 5 %. Cela reflète principalement l'impact d'une expansion plus importante que prévu des dépenses récurrentes et de la projection d'une croissance économique plus faible sur la collecte des recettes, qui devrait plus que compenser la légère sous-utilisation attendue du côté des investissements.

Cela dit, la dette brute du secteur public a suivi une tendance à la baisse ces derniers temps, puisqu'elle est tombée à 94,3 % du PIB en septembre 2021, contre 96,2 % en juin 2021. Selon les dernières indications, elle aurait encore baissé de 5 points de pourcentage au cours du dernier trimestre de l'année. Concernant l'exercice 2021-2022, l'indicateur devrait poursuivre sa tendance à la baisse dans un contexte d'amélioration progressive des conditions économiques.

D'un autre côté, une tendance à l'amélioration similaire est prévue pour la Central Government debt, qui devrait atteindre 79,6 % du PIB en juin 2022, contre 87,2 % pour le mois correspondant de 2021. Globalement, les ratios d'endettement devraient néanmoins rester relativement élevés après une prise en compte des prêts bilatéraux et multilatéraux. Dans les faits, bien que la dette extérieure reste gérable à environ 25 % du PIB, elle a connu une tendance à la hausse ces derniers temps, la situation méritant une attention particulière. Cela, notamment en raison des boucles de rétroaction négatives potentielles d'un resserrement plus rapide des conditions financières dans les principales économies avancées telles que les États-Unis dans le contexte inflationniste actuel.

«Dans l'ensemble, tout en reconnaissant la nécessité de calibrer la politique budgétaire en fonction du cycle et de la vitesse de la reprise, il est essentiel que le niveau et la qualité des déséquilibres budgétaires soient effectivement pris en compte. À cet égard, il convient de noter que les autorités ont souligné leur intention, lors de la récente réunion avec la Banque mondiale, de faire baisser le ratio dette publique/PIB pour atteindre 80 % en 2025 et 70 % en 2030, conformément aux déclarations budgétaires», précise MCB Focus. Comme l'a récemment préconisé le FMI, un engagement crédible en faveur d'une stratégie budgétaire à moyen terme contribuerait à renforcer la confiance des investisseurs et à retrouver une marge de manœuvre pour un soutien budgétaire en cas de récession.

Selon les analystes de MCB Focus, il est possible de parvenir à la viabilité budgétaire tout en faisant face à la crise actuelle de diverses manières, notamment en entreprenant des réformes budgétaires structurelles et en adoptant des cadres budgétaires solides et transparents qui permettent de réduire le déficit à l'avenir. Cela pourrait découler d'une plus grande mobilisation des recettes grâce à une augmentation du PIB potentiel et d'une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques ainsi que d'une hiérarchisation judicieuse de celles-ci. Ces efforts devraient, toutes choses égales par ailleurs, permettre au pays de préserver la qualité d'investissement de son profil de crédit afin de soutenir ses efforts pour accéder aux marchés financiers internationaux, tout en aidant les opérateurs du secteur financier dans leur stratégie d'expansion régionale.

[BUSINESS FILES]

SOPHIE STRAUSS

(HUMAN RESOURCES EXECUTIVE, ALTEO LIMITED)

«LES CONCEPTS DE BUREAU 'TRADITIONNELS' DOIVENT AUJOURD'HUI ÊTRE REVUS»



LES ESPACES DE TRAVAIL EN ENTREPRISE AINSI QUE LES OFFRES DE COWORKING SONT APPELÉS À ÉVOLUER DANS LES ANNÉES À VENIR POUR QUE, QUOI QU'IL ARRIVE, LES ENTREPRISES PUISSENT CONTINUER À FONCTIONNER, FAIT RESSORTIR LA HUMAN RESOURCES EXECUTIVE D'ALTEO.

Télétravail oblige, de nombreuses entreprises ont dû mettre en place un nouveau cadre de travail qui s'appuie sur les solutions technologiques. Comment s'est opéré ce changement au sein de votre entreprise ?

La transition a été relativement simple, puisqu'il y a eu une étroite collaboration entre le département IT d'Alteo et toutes nos équipes afin que tous ceux dont la présence n'est pas essentielle 'on site' soient équipés de laptops leur permettant de se connecter à nos serveurs depuis n'importe où. Sur ces ordinateurs portables sont installés des applications et des outils dédiés à la communication et au travail collaboratif. En outre, ces applications et outils sont aussi disponibles sur leurs smartphones, ce qui renforce l'efficacité du système.

Cela a permis à nos collègues de mieux gérer leur quotidien, entre les jours passés au bureau ou en 'work from home', surtout pour ceux ayant des enfants à la maison. Nous privilégions également l'utilisation de logiciels tels que Teams ou Zoom pour nos réunions, et cela a grandement simplifié notre travail puisque, au-delà des besoins liés au télétravail, nos opérations elles-mêmes sont réparties sur plusieurs sites. Et, en cas de problème, notre équipe IT n'est qu'à quelques clics de nous.

Le retour des salariés sur leur lieu de travail est-il aujourd'hui pour vous une priorité ou avez-vous trouvé dans le télétravail la solution idéale pour votre entreprise ? Pourquoi ?

Chez Alteo, nous sommes de retour au bureau, même si nous restons flexibles quant aux besoins de nos employés. Ainsi, certains continuent à travailler de la maison de manière régulière, lorsque les opérations le permettent. Nous continuons également à encourager les réunions via Teams ou Zoom. Nous avons préféré cette approche car, selon nous, elle est plus favorable au travail d'équipe. Il faut aussi dire que ce retour au bureau est encadré par un protocole sanitaire strict et un taux de vaccination complète élevé parmi nos employés.

«LE 'WORK-LIFE BALANCE' EST AUJOURD'HUI DE PLUS EN PLUS PRÉSENT DANS L'ESPRIT DES SALARIÉS»

Les aspirations des salariés ont aujourd'hui évolué avec la crise sanitaire. Dans quelles mesures les solutions technologiques mises en place peuvent-elles vous aider à y répondre ?

La première chose à faire aujourd'hui est de réfléchir à l'utilité réelle d'un espace bureau: combien de nos collègues l'utilisent, quand l'utilisent-ils et comment ? Le temps passé, ou perdu, dans les transports vers nos bureaux doit également être pris en compte. Il est indispensable de se poser ces questions au plus vite car le concept de 'Work-Life Balance' est de plus en plus présent dans l'esprit des salariés d'aujourd'hui et, en tant qu'employeur responsable, nous devons répondre à ces interrogations afin de préserver le bien-être de nos équipes. Et je suis convaincue que les nouvelles technologies, notamment celles mentionnées plus haut, peuvent aider en ce sens.

Dans quelles mesures les restrictions sanitaires et les mesures de distanciation physique vous ont-elles obligé à revoir l'aménagement des espaces de bureaux ?

Nous n'avons pas eu à réaménager nos bureaux car ils sont suffisamment spacieux et permettent une circulation optimale dans le respect des normes sanitaires. Là où les espaces de travail sont ouverts et communs, nous avons créé des shifts pour que tous les employés ne soient pas au bureau en même temps ; ils étaient donc en 'work from home' à tour de rôle. Nous avons toutefois dû réaménager certains espaces communs, notamment nos cantines, afin de respecter les principes de distanciation physique.

Comment évolueront les espaces de travail en entreprise ainsi que les espaces de coworking dans les années à venir ?

C'est une question sur laquelle nous nous penchons déjà en considérant l'avenir, avec des solutions intéressantes au-delà du 'work from home', telles que le 'hot desking' (un seul bureau, partagé par plusieurs employés à tour de rôle). Tous les concepts de bureau 'traditionnels' doivent aujourd'hui être revus afin de nous assurer que, quoi qu'il arrive, nos équipes et nos entreprises puissent continuer à fonctionner.

Perspective économique : Assez sombre pour Madagascar


La réduction de la pauvreté n'est pas encore pour demain à Madagascar

L'économie de Madagascar demeure encore dans l'ombre avec les transactions courantes qui ont présenté un solde négatif estimé à -5,9% du Produit intérieur brut (PIB) en 2021 contre -5,2 du PIB en 2020, si l'on se réfère à la note de conjoncture économique de la Banque centrale de Madagascar. Cette baisse a surtout touché les services, notamment l'activité touristique, dont le solde est passé de -2,1% du PIB en 2020 à -4,2% en 2021. Et dire que les dirigeants comptaient sur le secteur tourisme avec la réouverture des frontières à l'international, pour la relance économique du pays. Tant que la situation Covid-19 ne s'améliore pas à l'international, la relance du tourisme n'est guère possible. De ce fait, la perspective économique de la Grande Ile demeure encore assez sombre avec les risques des impacts de la pandémie, du changement climatique, des délestages et des tensions géopolitiques qui sont assez pesants dans le pays.

La Banque Centrale de Madagascar a également émis son inquiétude par rapport aux éventuels impacts du cours international du pétrole. Le prix spot du Brent atteint les 86 dollars par baril sur le marché international à l'heure actuelle, soit une hausse de l'ordre de 68% par rapport à son niveau de décembre 2020. Les prévisions de la Banque centrale de Madagascar tablent sur une inflation inférieure à 6,5% en 2022 si le prix de l'énergie est maîtrisé. Ce qui paraît difficile avec le prix du carburant qui ne cesse de grimper sur le marché l'international qui pourrait impacter sur le prix intérieur qui entraînerait par la suite une inflation sans précédent, déjà qu'en ce moment l'inflation pèse déjà assez lourd sur le quotidien des citoyens malgaches. Il y a également la production énergétique qui demeure insuffisante à Madagascar depuis l'incendie d'un des transformateurs d'Andekaleka le 2 janvier 2022. Ce qui pousse la Jirama à avoir recours au délestage qui pénalise les activités économiques à Madagascar, pour les petites, moyennes et grandes entreprises. Il n'y a pas que les entreprises qui s'en plaignent, vu qu'on a déjà eu droit à diverses manifestations (Vontovorona, Ankatso, Ivandry, Itaosy) contre les délestages continuels. La réduction de la pauvreté n'est pas encore pour demain à Madagascar, vu que c'est plutôt le contraire qu'on constate.

Jean Riana

Éducation : Reprise des classes en présentiel ce lundi



Le retour à l'école en présentiel pour tous se fait finalement ce lundi matin. Après avoir été contraints de rester à la maison pour trois jours supplémentaires pour des raisons liées au passage du cyclone Batsirai, cette fois, les conditions météorologiques ne devraient pas faire obstacle à la reprise des classes dans tous les établissements scolaires du pays.

Ce retour à l'école dans les secteurs primaire et secondaire sera marqué non seulement par des mesures sanitaires renforcées, le virus du Covid-19 étant toujours très actif dans le pays, mais aussi par un calendrier qui fait penser à celui d'une année scolaire normale, ante-Covid-19.
En effet, ce troisième trimestre qui a débuté le 10 janvier et qui se poursuit en présentiel sera étendu jusqu'à novembre prochain avec deux pauses, notamment en avril et en août.

Avec un tel aménagement, l'école retrouvera son calendrier normal, comme réclamé par le corps enseignant et les parents, en janvier 2023. En attendant, les assessments pour les Grades 1 à 13 sont repoussés au mois d'octobre/novembre 2022. Ainsi, les épreuves du Primary School Achievement Certificate et du National Certificate of Education (Grade 9) auront lieu au mois d'octobre 2022.

Allègement du protocole sanitaire dans les collèges pour les cas contact



Dès lundi 7 février, un nouveau protocole s'appliquera pour les enfants qui sont au collège. Si un cas positif est détecté dans la classe, ce ne sera pas l'ensemble des élèves de cette classe qui seront renvoyés à la maison mais seulement les « cas contacts à risque ».
Afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 tout en garantissant une scolarité convenable aux élèves, le rectorat a décidé de revoir le protocole en cas de contamination au sein d'une classe. À partir de demain, si un élève est testé positif au Covid-19, seuls les cas contacts dits « à risque » seront renvoyés chez eux.

Les élèves vaccinés ou de moins de 12 ans doivent se faire tester le jour de la déclaration du cas positif :
Si le test est négatif, l'enfant pourra retourner à l'école dès le lendemain muni d'un certificat sur l'honneur fourni par ses parents. Le jeune devra également se faire tester à J+2 et J+4.

Si le test est positif, le jeune est placé en isolement à la maison. Il devra refaire un test à J+5, si ce dernier est négatif, l'élève pourra revenir en classe. S'il est positif, le jeune devra rester à l'isolement jusqu'au J+7 et pourra revenir en classe le lendemain sans avoir besoin de faire de test supplémentaire.

Pour les élèves non vaccinés, ces derniers devront rester l'isolement s'ils sont jugés cas contact « à risque », et devront effectuer un test à J+7. Si ce test est négatif, l'élève peut revenir en classe. S'il est positif, l'élève doit rester en isolement jusqu'à J+10 et pourra revenir en classe le lendemain.

Lire aussi :

- https://www.linfo.re/la-reunion/societe/cyclone-batsirai-les-etablissements-scolaires-qui-restent-fermes-ce-lundi-a-la-reunion

Statistiques Covid-19 : 2 115 nouveaux cas et 33 décès du 29 janvier au 4 février 2022

Pour la première fois depuis des semaines, le nombre des décès liés à la Covid-19 en une semaine a connu une baisse significative avec 33 décès survenus entre le 29 janvier et le 4 février 2022, si les semaines précédentes, le nombre des décès en une semaine dépassait les 50. La barre des 1 300 décès vient ainsi d'être franchie car le décompte officiel indique actuellement 1 307 décès de la Covid-19 à Madagascar depuis le début de l'épidémie dans le pays en mars 2020.

Concernant les nouveaux cas, il en a été dénombré 2 115 entre le 29 janvier et le 4 février, relevés parmi 8 829 tests. On observe ainsi une hausse des nouveaux cas par rapport à la semaine précédente (du 22 au 28 janvier 2022) durant laquelle il a été enregistré 1 944. Les statistiques indiquent, par ailleurs, 114 formes graves et 1 105 guérisons.

Les données récapitulatives indiquent un cumul de 61 434 cas confirmés de Covid-19 à Madagascar depuis mars 2020, dont 60 745 confirmés par test et 689 par scanner durant la deuxième vague. Le nombre total des guérisons comptabilisées est de 54 687, soit un taux de guérison de 89,02%. Le nombre total des tests effectués est de 379 426.
Hanitra R.

COVID-19 : Rodrigues : confirmation du variant Omicron

Confusion avec 2 211 cas positifs annoncés le matin et 2 205 à la mi-journée À Maurice, après le zéro pointé de jeudi, 158 cas positifs enregistrés au cours des dernières 24 heures à hier



Une dizaine de jours après les premiers cas de Covid-19 à Rodrigues, le variant Omicron a été confirmé comme étant à la base de cette première vague. C'est ce qu'indiquent les résultats de l'exercice de préséquençage des 24 premiers échantillons. D'autre part, la confusion s'installe déjà quant au nombre de cas. Dans la matinée d'hier, officiellement, le pointeur était de 2 211 cas positifs. Toutefois, en début d'après-midi, la cellule de communication, présidée par la commissaire Franchette Gaspard Pierre-Louis, n'annonçait que 2 205 cas, soit un chiffre à la baisse.

Présentant la souche prévalant à Rodrigues, les autorités sanitaires soulignent que 24 prélèvements de cas positifs au sein de la communauté à Rodrigues ont été soumis à ce jour à des PCR Mutation Test en prélude à un exercice de séquençage, et que « all 24 samples have shown characteristics relating them to the Omicron variant ».

Entre-temps, le Dr Sobarun Sok Appadu, le directeur de l'hôpital ENT, qui était parti en mission d'urgence à Rodrigues avec la première vague de la pandémie dans l'île, rentre ces jours-ci. Déjà, les autorités dans l'île avancent que les premiers cas de guérisons devront être enregistrés dans les prochaines 24 heures. **Suite de l'article**

Lire aussi :
https://www.wazaa.mu/fr/covid-19---le-nombre-de-cas-positif-prend-l-ascenseur-a-maurice
https://inside.news/2022/02/06/covid-19-vaccination-3-mauriciens-sur-10-on-fait-leur-dose-de-rappel/

Derniers chiffres Covid-19 à La Réunion au 06 février : 5 nouveaux décès en 24h

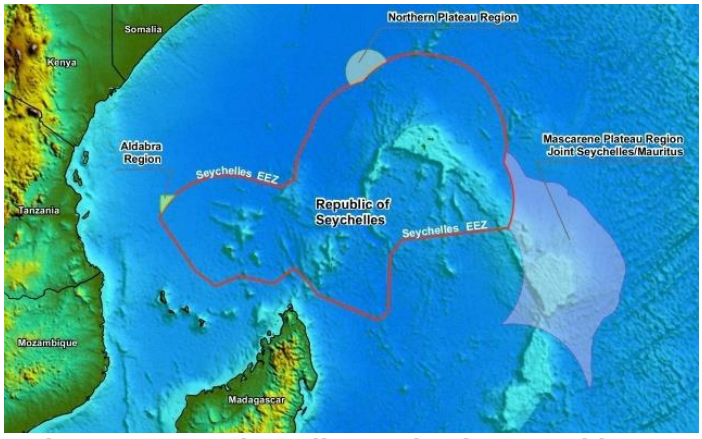
par Guillaume Martin

À La Réunion, le nombre de décès, **5** supplémentaires ce dimanche 06 février 2022, soit **28** décès depuis le 1er février 2022((**569** décès depuis le début de l'épidémie en mars 2020) selon Santé Publique France, avec un t**aux d'incidence** fortement en baisse, il est de **3698.78** pour 100 000, actuellement, selon Santé Publique France au jeudi 03 février 2022.
Nombres d'hospitalisations et les réanimations, 578 (-1 en 24h) hospitalisations en cours, 76 (0 en 24h) réanimations en cours.

Suite de l'article

Les nations étrangères exploitent nos ressources plus dans leur intérêt que le nôtre, déclare le ministre mauricien pour la Pêche

By: **Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne**



Le banc Le Saya de Malha est le plus grand banc peu profond du plateau des Mascareignes, gérée conjointement par les Seychelles et Maurice.

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles et Maurice peaufineront un accord de **pêche** bilatéral et discuteront des possibilités de recherche lors d'une réunion de six jours qui a débuté vendredi, a déclaré un haut responsable du gouvernement.

Les deux nations insulaires discuteront également des accords qu'elles ont avec des nations étrangères qui pêchent dans l'océan Indien, comme l'UE - qui représente principalement des thoniers senneurs espagnols et français.

Le ministre mauricien pour la **pêche**, Sudheer Maudhoo, a déclaré vendredi lors d'une conférence de presse qu'"en fin de compte, ce ne sont pas les Seychelles et Maurice qui font l'essentiel de la **pêche**, mais plutôt des navires étrangers".

Il a ajouté que "nous devons examiner comment nos pays peuvent profiter au maximum des ressources qui nous ont été données. Nous devons rectifier le fait que les nations étrangères exploitent davantage nos ressources dans leur intérêt, en en tirant le maximum et nous, nous en obtenant le minimum. Il y a aussi le besoin de plus de surveillance et de contrôle."

L'objectif principal de la réunion du 4 au 9 février est de renégocier l'accord de **pêche** durable qui existe actuellement entre les deux pays.

Le ministre seychellois pour la **pêche**, Jean-François Ferrari, a déclaré que bien qu'il n'y ait pas assez de temps pour réviser l'ensemble de l'accord, les deux parties veulent revoir les points principaux et les étendre si nécessaire.

Suite de l'article

Coopération bilatérale : Soutien du Royaume-Uni au développement digital

La formation, la digitalisation des services publics et la collaboration avec le secteur privé anglais travaillant dans le secteur des télécommunications. Tels sont les sujets de partenariat, qui feront l'objet d'une prochaine séance de travail en profondeur, entre Madagascar et le Royaume-Uni. C'est ce qu'a annoncé le ministère du Développement numérique, de la Transformation digitale, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), suite à une rencontre entre le ministre Tahina Razafindramalo et l'ambassadeur du Royaume-Uni à Madagascar, SEM David Ashley, lors d'une visite de courtoisie au bureau du ministère, le 3 février dernier. Lors de cette rencontre, le ministre a exposé les différents chantiers sur lesquels se sont engagés son département, notamment les questions de la cybersécurité et de la protection de données. Pour sa part, l'ambassadeur a fait part des expériences du Royaume-Uni dans le cadre de la mise en place du processus de digitalisation et a évoqué la possibilité de faire des échanges formels pour renforcer la capacité du MNDPT à répondre aux multiples besoins identifiés pour la promotion de l'e-gouvernance. En effet, SEM David Ashley a noté que son pays est prêt à soutenir Madagascar, entre autres, pour le développement numérique.

Visite de Macky Sall aux Comores | Plusieurs accords vont être signés



Le patron de l'Union africaine et président de la République du Sénégal, Macky Sall, a reporté de 24 heures sa visite aux Comores afin d'aller accueillir les lions de la Teranga, vainqueurs de la Coupe d'Afrique ce dimanche. A Moroni, il viendra consolider des liens fraternels qui durent depuis plus de quarante ans. Selon nos sources, le chef d'Etat sénégalais souhaite bien apporter son soutien et sa vision en faveur du pays.

La visite aux Comores du chef de l'Etat sénégalais est considérée comme une illustration parfaite des relations diplomatiques exemplaires qui lient les deux pays.
Les discussions porteront sur le développement notamment sur l'amélioration de la sécurité, la justice, l'enseignement supérieur, la santé et les nouvelles technologies.
« Cette visite est un signal fort diplomatiquement parlant. Nos deux pays ont une longue histoire d'amitié. Ce sera une visite conviviale, très symbolique dans les relations entre les deux peuples », avait indiqué le secrétaire général de la présidence comorienne, Sounhadj Attoumane.

4 tonnes de poulpes ont été pêchées jeudi dernier à Ndrodroni et Ouallah 2

06/02/2022 Riwad



La pêche aux poules est ouverte jeudi dernier à Ouallah 2 et Ndrondroni dans la région de Mledjedje après 3 mois de fermeture dans le cadre du projet de cogestion des ressources halieutiques. Un projet de Swiofish appuyé par le parc national de Mohéli (PNM) et la direction régionale de la pêche. Au total 4 tonnes de poulpes ont été pêchées dans ces deux localités. Un résultat jugé très satisfaisant.

Après trois mois de fermeture, les localités qui s'inscrivent dans le cadre du projet de cogestion des ressources halieutiques ont ouvert leurs mers à la pêche des pieuvres. Il s'agit de Ndrondroni, Ouallah-II jeudi dernier et Mbatsé le vendredi dernier. Au total 2 tonnes de poulpes ont été péchées à Ndrondroni. Et presque la même quantité à Ouallah 2, ce qui donne un total de presque 4 tonnes de pieuvres pêchées en une journée seulement.

Des résultats jugés plus que satisfaisants par les habitants de ces localités, par rapport à l'année dernière, mais c'est grâce à cette expérience de conservation périodique. « Cette expérience est une réussite totale. Un exemple à prendre dans les autres domaines car chaque période de réouverture des poulpes, nous enregistrons des résultats plus encourageants par rapport aux derniers», témoigne le directeur régional de la pêche, Fahad Hamdane. Et d'ajouter : « Au début, certains villages s'opposaient à cette idée de cogestion. Mais maintenant tout le monde adhère à cette méthode car elle est rentable ».

Pour appuyer les communautés dans la mise en œuvre des mesures de gestion à court-terme des ressources halieutiques, le Parc National de Moheli en collaboration avec les experts du domaine de la pêche ont décidé de mettre fin temporairement à la pêche aux poulpes. Une initiative que les pêcheurs de ces deux villages tiennent à respecter rigoureusement.

« Ces initiatives permettent aux pêcheurs de voir les résultats d'une gestion communautaire et donc de s'engager sur des mesures de gestion plus orientées vers le long-terme comme les réserves permanentes qui ont un plus grand impact durable sur la préservation des ressources », explique madame Rayhanati Ahamada, la chargée de mission du développement local du PNM .

Riwad